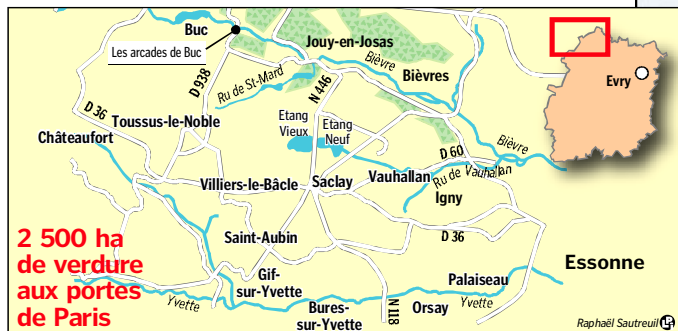


# Essonne *matin*

## L'événement

# Pour sauver le plateau de Saclay, achetez-le !



Vingt hectares sont proposés à la vente.

**V**OUS AVEZ toujours rêvé d'endosser un costume de propriétaire terrien, sans forcément en avoir les moyens : cette opération vous est destinée. Une nouvelle association, baptisée Terres fertiles\*, propose en effet à tout un chacun de souscrire des parts de 50 € dans une société civile immobilière (SCI), laquelle est en passe d'acheter 20 ha de terres agricoles sur le plateau de Saclay. Le compte à rebours a commencé : d'ici à deux petits mois, l'ensemble des propriétaires intéressés doivent s'être fait connaître.

**20 hectares divisés en... 2 800 parts**

Mais attention : spéculateurs, passez votre chemin ! L'objectif de cette opération immobilière originale, l'une des premières à voir le jour dans l'Hexagone, est tout sauf commercial. « L'idée, c'est de préserver les terres agricoles du plateau, détaille François Leriche, cogérant de cette société dont le montage est encore en cours d'élaboration. Ces surfaces suscitent toutes les convoitises, et avec la récente obtention du label pôle de compétitivité, les aménageurs vont se lâcher... » Et le classement en opération d'intérêt national décrété par l'Etat la semaine dernière (*lire ci-contre*) accentue encore la pression immobilière.

C'est la vente par une famille de 180 ha de

terres qui a conduit tout un réseau associatif à opter pour la formule de la SCI. Sur l'ensemble de cette surface, une partie a été achetée par l'agence des espaces verts, une autre par l'initiateur Yves Lecoq, tombé amoureux de l'endroit et qui entend le préserver. Restaient ces 20 ha. Si tout va pour le mieux, les 2 800 parts mises en vente permettront de réunir les 140 000 € nécessaires à leur acquisition. Et pour éviter toute ambiguïté, les promoteurs de ce nouveau concept ont prévu divers mécanismes : chaque propriétaire d'une part ou de plusieurs aura droit à une seule voix. Résultat : si quelqu'un rachetait une majorité de parts, il n'aurait pas plus d'influence que les autres.

Dans le même temps, une clause « antispéculation » a été instaurée. Toute plus-value éventuelle restera propriété de la société et devra automatiquement être utilisée pour des projets conformes à la philosophie du projet. Car pour préserver ces terres, les adhérents de la SCI entendent bien qu'elles continuent à être exploitées par l'agriculteur qui en a la gestion. Celui-ci fournit notamment des légumes achetés directement à l'avance par les consommateurs, dans le cadre d'une Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne).

« Aujourd'hui, on importe des légumes sur des centaines de kilomètres, explique Cyril Gi-



**PLATEAU DE SACLAY.** Afin de préserver les terres agricoles du plateau de Saclay — et ses agriculteurs —, des militants issus de plusieurs associations ont décidé de racheter ces terrains par le biais d'une société civile immobilière (SCI). Et tout le monde peut en devenir actionnaire ! (L.P./N.J.)

rardin, un riverain du plateau qui a déjà acheté sa première part. Pourtant, nous avons tout sur place pour produire la même chose. Surtout, si on ne fait rien pour maintenir nos agriculteurs, un jour leur savoir-faire se perdra. Parfois, il suffit que son exploitation soit amputée de quelques hectares pour qu'un cultivateur mette la clé sous la porte. Et si ça continue, nous n'aurons plus en France que des ingénieurs informaticiens.»

NICOLAS JACQUARD

\* [www.terresfertiles-idf.org](http://www.terresfertiles-idf.org)

## L'Etat devient promoteur immobilier

**O**IN : trois lettres qui interrogent les habitants du plateau de Saclay. Le 14 septembre, le préfet de région a annoncé qu'il était chargé de créer sur le secteur une « opération d'intérêt national » (OIN). Une mesure qui permettrait à l'Etat de faire la pluie et le beau temps en matière d'urbanisme en délivrant lui-même les permis de construire sur le plateau de Saclay. Un sujet explosif dans un contexte où de plus en plus de riverains se battent pour sauvegarder les terres agricoles de la région (*lire ci-dessus*)... Depuis, les élus sont partis à la pêche aux informations pour connaître les desseins de l'Etat.

« Pour l'heure, c'est vraiment flou, témoigne Michel Berson, le président PS du département. On sait qu'il s'agit d'une volonté de construire des logements dans un secteur où la pression immobilière est très forte, mais nous ne connaissons ni le périmètre concerné ni l'ampleur de l'opération. »

G.P.